

Briefing du Groupe de Travail Cotonou de CONCORD

LA MALNUTRITION

Qu'est-ce que la malnutrition?

La malnutrition se définit comme une carence en calories et en micronutriments essentiels pour vivre une vie physiquement active et saine. Elle englobe autant la suralimentation que la dénutrition et entraîne des conséquences négatives directes en termes de maladie et d'invalidité, de développement du cerveau, de niveau de scolarité et de revenu potentiel pour les particuliers et les collectivités. Une alimentation adéquate est donc un facteur essentiel pour une croissance universelle et équitable et un bon développement.

Les causes immédiates de la malnutrition sont les maladies et l'alimentation (en termes de quantité ou de qualité). La malnutrition est également influencée par une multitude de facteurs sous-jacents liés à la pauvreté, notamment l'insécurité alimentaire, la pauvre qualité de l'eau, l'hygiène et les soins de santé, qui découlent d'éléments variant du conflit au changement climatique; des ressources naturelles limitées aux prix élevés et volatils des aliments; d'une mauvaise gouvernance à la croissance démographique.¹

Le cycle de la dénutrition peut se révéler dès le début de la grossesse d'une mère souffrant de malnutrition qui, n'ayant pu bénéficier d'un régime alimentaire équilibré, est incapable de fournir à son enfant au stade fœtal un apport suffisant en nutriments essentiels. Cela dit, c'est au cours des **1 000 premiers jours** suivant sa conception que le bébé est plus vulnérable et que les dommages subis tendent à être irréversibles.² La dénutrition est également liée à **l'injustice structurelle**. Les enfants vivants dans les zones rurales, dans les quintiles les plus pauvres et dans les régions où l'État/l'éducation des femmes est à son plus bas sont de 1,5 à 2 fois plus susceptibles de souffrir d'un retard de croissance. Les enfants handicapés sont particulièrement vulnérables à la malnutrition en raison de conditions de pauvreté, d'accès limité aux soins de santé et aux services sociaux et de stigmatisation au sein des familles et des communautés.

Bien que le droit à une alimentation adéquate soit énoncé dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la dénutrition touche encore une grande partie de la population mondiale. En 2011, 52 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient d'émaciation (malnutrition aiguë et en dessous du poids moyen pour leur âge) et 165 millions présentaient un retard de croissance (malnutrition chronique et en dessous de la taille moyenne pour leur âge). C'est dans les pays en développement que la dénutrition et ses effets se font principalement sentir où 90 % des enfants sous-alimentés vivent dans un de ces 34 pays d'Afrique et d'Asie.³ Malgré l'importance qu'on lui accorde en matière de santé et de développement, la malnutrition demeure un problème grandement négligé, qui n'a pas suffisamment reçu d'attention politique et financière au cours des dernières décennies.

Que fait l'UE pour combattre le problème de malnutrition?

Historiquement, les interventions de l'UE en matière de nutrition portaient principalement sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim par le biais de ses programmes et de ses politiques humanitaires. À titre d'exemple, la Commission européenne a alloué 164 millions d'EUR en guise d'aide humanitaire en 2013 pour remédier à la dénutrition.⁴ La sécurité alimentaire et l'agriculture ont bénéficié d'une aide financière de 1 milliard d'euros chaque année entre 2006 et 2011, alors que l'UE a financé un programme de Facilité alimentaire et une initiative au profit des OMD qui ont chacun reçu 1 milliard pour la lutte contre la faim.⁵ Toutefois, ces politiques n'ont pas entraîné une vision à long terme sur la façon de résoudre de manière durable le problème de la dénutrition.

¹ Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences, Robert E Black et al., The Lancet, Maternal and Child Undernutrition Series, 2008.

² http://www.unicef.org/ethiopia/Lancet_2013_Nutrition_Series_Executive_Summary.pdf

³ http://www.unicef.org/ethiopia/Lancet_2013_Nutrition_Series_Executive_Summary.pdf

⁴ http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/thematic/nutrition_en.pdf

⁵ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-09-797_en.htm?locale=en

En 2013, l'UE s'est engagée à verser un montant de 3,5 milliards d'EUR lors du Sommet « La nutrition pour la croissance », dont 400 millions d'EUR dédiés aux programmes ciblés en matière de nutrition dans le secteur de la santé et 3,1 milliards d'EUR aux programmes nutritionnels liés à d'autres secteurs dont l'agriculture, l'éducation, l'eau et la protection sociale. Des politiques de l'UE plus claires sur la nutrition ont été également formulées par la Commission européenne dans sa Communication de 2013 « Améliorer la nutrition maternelle et infantile dans le cadre de l'aide extérieure : un cadre stratégique de l'UE ». Alors que la Communication de l'UE s'engage à réduire tant le retard de croissance que l'émaciation, le prochain Plan d'action 2014 de l'UE se concentrera uniquement sur le retard de croissance. Par conséquent, l'UE s'engage à soutenir les efforts des pays partenaires à réduire d'au moins 7 millions le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance d'ici à 2025. Parallèlement à cet objectif ambitieux, l'UE rate une occasion d'améliorer considérablement la nutrition des enfants d'une manière plus cohérente et globale. Dans l'immédiat, il apparaît que l'UE traitera du retard de croissance et de l'émaciation séparément par l'entremise de leurs politiques et programmes respectifs en matière de développement et d'aide humanitaire. Cela dit, les progrès réalisés au niveau mondial en matière de lutte contre l'émaciation ayant été assez lents, le soutien de donateurs est nécessaire pour s'attaquer simultanément à ces deux conséquences de la dénutrition étroitement liées entre elles.⁶

En dehors de l'échec de la Commission européenne à développer des programmes d'action globale ayant un impact à court et à long terme sur la dénutrition, le Plan d'Action présente un certain nombre de points forts. D'abord, il attribue un rôle central aux délégations de l'UE dans les pays hautement prioritaires, ce qui les rend responsables de l'intégration de mesures spécifiques et ciblées en matière de nutrition au sein des programmes indicatifs nationaux de l'UE (PIN), de l'élaboration de fiches sur la nutrition par pays, mais aussi de soutenir le développement de stratégies nationales en matière de nutrition et d'encourager les délégations de l'UE à devenir des coordonnateurs de la nutrition dans certains pays prioritaires. De plus, celui-ci engage la mise en œuvre d'un cadre de responsabilisation sur la surveillance et la mesure des résultats, permettant ainsi de suivre plus facilement les progrès réalisés vers l'objectif de réduire de 7 millions les retards de croissance. Ces développements sont perçus favorablement par la société civile, même si le rôle de cette dernière en termes de planification, de programmation et de suivi de processus à l'échelle nationale n'a pas été suffisamment valorisé et devrait être mis à niveau.

Recommandations

- ✓ Adopter un rapport global et ambitieux de la Commission des Affaires Sociales de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP sur les conséquences sociales et économiques de la malnutrition.
- ✓ Harmoniser les politiques de l'UE et ses programmes sur le retard de croissance et l'émaciation, car ils sont indissociables et doivent être abordés simultanément afin d'obtenir des améliorations permanentes et viables en matière de dénutrition chez l'enfant.
- ✓ Assurer l'intégration des interventions ciblées en matière de nutrition dans toutes les politiques de l'UE afin de s'attaquer au problème de la dénutrition sous tous ses angles (éducation, agriculture, genre, eau, politique d'hygiène et de santé).
- ✓ Veiller à ce que les besoins nutritionnels pour tous s'alignent dans le cadre de l'après 2015, en tant qu'objectif autonome relié à des indicateurs mesurables et assurer des liens respectifs avec la santé, l'éducation, l'hygiène, la réduction de la pauvreté et l'égalité des genres.
- ✓ Plaider en faveur du nouveau Commissaire européen pour le développement à jouer un rôle aussi actif que son prédécesseur dans Scaling Up Nutrition (SUN) et à demeurer responsable en procédant au décaissement de 3,5 milliards d'EUR pour le programme La Nutrition pour la Croissance, et ce, de façon publique et transparente.
- ✓ Assurer qu'au moins 25 % de toutes les délégations de l'UE dans les pays bénéficiaires intègrent des interventions en matière de nutrition dans leurs Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) et veiller à ce que ces interventions soient accessibles à tous les groupes marginalisés.
- ✓ Faciliter l'intégration à l'échelle nationale des mesures de prévention et du traitement du retard de croissance et d'émaciation dans les services de soins de santé primaires par le soutien au renforcement du système de santé.

Pour plus d'information, visitez <http://www.concordeurope.org/> Tel +32 2 743 87 81

⁶ http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing_maternal-child_nutrition_in_external_assistance_fr.pdf